

**Séance du Conseil général du 28 juin 2004
à 20.00 heures à la salle polyvalente de la Fondation Gentit**

Président : M. Jean-Maurice Jobin, Président du Conseil général

Secrétaire : M. Claude Gagnebin, Secrétaire communal

Prise du procès-verbal : Mme Marlyse Jobin, employée communale

1. Appel

Conformément à l'art.18 du règlement du Conseil général, le président souhaite la bienvenue aux Conseillers et salue les représentants de la presse. Il procède à l'appel nominal des conseillers généraux. 20 membres du Conseil général sont présents à la séance de ce soir qui est donc déclarée ouverte et valable.

Monsieur Henri Boillat est excusé.

Monsieur Jean-Marc Boichat, Conseiller communal, est également excusé.

La présente séance a été convoquée :

- Par publication dans le Journal Officiel de la République et Canton du Jura no 20 du 2 juin 2004.
- Par convocation à domicile.

En ce qui concerne l'affichage public, la serrure de la lanterne étant hors d'usage, l'affiche n'a malheureusement pas été placée là où elle aurait dû l'être. Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin s'en excuse.

Sur proposition du président, l'ordre du jour modifié suivant est accepté :

1. Appel
2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 29 mars 2004
3. Communications
4. Questions orales
5. Comptes
 - a) Voter les dépassements du budget 2003
 - b) Accepter les comptes de l'exercice 2003
6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 128'200.00 destiné à l'acquisition d'une parcelle de terrain Fl. 149, d'une superficie de 2891 m², propriété de M. Gerzner Patrice située en zone à bâtir, ainsi que son financement
 - b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de cette parcelle
7. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 352'500.- (au lieu de 375'000.00) destiné à l'acquisition de deux parcelles de terrain, Fl. 75 et 79 d'une superficie de 22'949 m² (au lieu de 24'449 m²), propriétés de M. Paul-Henri Bilat, situées en zone agricole, ainsi que son financement
 - b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de ces parcelles
8. Discuter et approuver le nouveau règlement de police locale

9. Discuter et approuver le nouveau règlement communal relatif à la taxe communale sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes qui pratiquent le camping résidentiel
10. a) Discuter et préaviser les modifications apportées au règlement d'organisation
b) Discuter et préaviser les modifications du règlement du Conseil général
c) Discuter et préaviser les modifications du règlement sur les élections communales
d) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote
11. Nomination d'un membre à la commission de promotion économique en remplacement de M. Pierre-André Lehmann, démissionnaire

Monsieur Yann Chappatte remarque que la date qui figure sur la convocation du Conseil général de ce soir est incorrecte. En effet, il est mentionné le 28 juin 2003 au lieu de 2004. Cette erreur ne porte pas à conséquence, étant donné que les Conseillers sont tous présents ou excusés.

2. Procès-verbal de la séance du Conseil général du 29 mars 2004

Le procès-verbal de la séance du 29 mars 2004 ne donne lieu à aucun commentaire. Il est déclaré accepté par le Président, sans votation, avec remerciements à sa rédactrice.

3. Communications

a) Communication du bureau du Conseil général.

Monsieur Jean-Maurice Jobin signale qu'il a été décidé, d'entente avec le Conseil communal, de convoquer une séance extraordinaire du Conseil général en respectant la procédure d'urgence selon l'article 20, alinéa 4 du règlement du Conseil général. Cette séance traitera de la donation d'une parcelle de terrain à l'entreprise Milpuce. Le Conseil général est donc convoqué le lundi 5 juillet prochain à la salle polyvalente de la Fondation Gentit, conformément à la convocation remise ce soir.

b) Communications du Conseil communal.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, signale qu'une séance relative aux modifications des limites des parcelles par rapport à l'abornement de la traversée du village a eu lieu. Tous les riverains ont signé les actes relatifs à ces échanges de terrain.

Madame Marie-José Cattin a démissionné de la Commission de rénovation de la halle de gymnastique. Cette commission a rendu le dossier de clause du besoin au Canton.

Notre révision du plan de zone concernant les hameaux s'est vue gratifiée d'une participation financière cantonale de Fr. 4'800.00.

Suite à une initiative privée, une autorisation a été donnée pour l'organisation d'un marché qui a lieu chaque samedi durant l'été.

Les travaux de génie civil relatifs au réseau d'eau des Prés-Derrière ont été adjugés à l'entreprise Zmoos S.A. pour Fr. 580'869.00 et les travaux sanitaires ont été attribués à l'entreprise Jobin Frères S.A. pour Fr. 318'494.00.

La Commune a adhéré au projet de régionalisation des stands de tir.

Lors du dernier cours de la Protection civile, les numéros des immeubles ont été posés dans leur quasi-totalité. Les plaques des noms de rues seront installées prochainement.

A titre personnel, Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que les prochaines élections communales auront lieu cet automne. Lors des dernières élections, une liste d'entente avait été déposée pour le Conseil communal et la Mairie. En tant que Maire, Monsieur Bilat annonce qu'il ne se représentera pas lors des prochaines élections. En l'annonçant aujourd'hui, Monsieur Bilat espère que l'on arrivera à une nouvelle liste d'entente. Personnellement, Monsieur Bilat a eu beaucoup de plaisir à travailler pour notre Commune durant quatre ans en temps que Conseiller communal (dont trois comme Vice-maire) et pendant quatre ans en temps que Maire. Aujourd'hui, l'entreprise de Monsieur Gabriel Bilat nécessite davantage d'employés et un surcroît de travail oblige Monsieur Bilat à faire un choix ; c'est pourquoi, une réduction de ses charges publiques est nécessaire. Le poste de Maire est trop conséquent pour l'instant et la Commune a besoin d'un Maire motivé pour continuer son développement. Monsieur Bilat remercie chacun d'ores et déjà pour le travail effectué lors de cette législature.

4. Questions orales

1) Monsieur Denis Chappatte

Monsieur Chappatte se pose la question de savoir s'il est opportun de voter un règlement de police, alors que nos propres autorités communales ne respectent pas les lois. En effet, la cour de l'école est toujours accessible aux véhicules durant les heures de classe. Monsieur Chappatte tient à disposition les articles de la loi cantonale notifiant qu'il est strictement interdit de circuler avec un véhicule automobile dans les cours d'écoles. Monsieur Chappatte souhaite savoir si le Conseil communal attend la plainte de quelques citoyens pour qu'un juge prenne la décision de fermeture de cette cour ou si le Conseil communal désire appliquer la loi.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que la prise de position du Bureau de Prévention des Accidents a été confirmée et transmise à la Commission d'école. C'est à cette Commission de faire le nécessaire pour supprimer la circulation dans la cour d'école. Il est possible d'installer des barrières amovibles contre les bâtiments de l'école et de la halle de gymnastique, à peu de frais.

Monsieur Denis Chappatte est partiellement satisfait.

5. Comptes

- a) Voter les dépassements du budget 2003
- b) Accepter les comptes de l'exercice 2003

Madame Isabelle Caroli, dans son rapport d'entrée en matière, signale qu'elle n'a rien à ajouter au rapport préliminaire et aux comptes que les Conseillers ont reçus.

Au bouclage de l'exercice 2003, le compte de fonctionnement laisse apparaître un excédent de produits de Fr. 63'606.82. Madame Caroli ajoute que les membres de la Commission de vérification des comptes ont examiné les comptes communaux 2003 au cours de six séances, selon les directives du Service des Communes. D'après le rapport préliminaire 2002, l'amortissement de la dette de Fr. 239'930.00 n'a pas pu être réalisé, faute de liquidité. Il sera exécuté en priorité en 2004. Les vérificateurs ont également constaté que le compte du Service du Feu ne s'autofinancait pas. Depuis le 1^{er} janvier 1999, la Commune est assujettie à la TVA. Les décomptes pour récupérer la TVA ont été présentés à l'administration fédérale des contributions. En conclusion, les vérificateurs ont

constaté une bonne tenue des comptes 2003 et recommandent aux membres du Conseil général de les accepter. Les vérificateurs remercient Monsieur Gagnebin pour son travail et sa disponibilité. Au nom du Conseil communal, Madame Caroli remercie également Monsieur Gagnebin pour son travail exemplaire.

La discussion est ouverte sur le débat d'entrée en matière. Aucun membre ne prenant la parole, la discussion est close et nous passons donc à la discussion de détail.

a) Madame Isabelle Caroli n'a rien à ajouter concernant les dépassements du budget 2003.

La discussion sur les dépassements est ouverte.

Monsieur Paul-Justin Boillat est intrigué par la remarque précédant la liste de dépassements qui parle d'une augmentation du montant des débiteurs d'environ Fr. 374'000.00. Cette somme fait sursauter Monsieur Boillat qui souhaite connaître la raison d'un tel montant de débiteurs.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle que les taxes communales immobilières, des ordures ménagères et des pompes sont actuellement entièrement facturées par la Commune, alors qu'avant, elles étaient facturées avec les impôts et nous n'avions donc pas un contrôle de ces taxes dans la comptabilité. Etant donné qu'elles sont facturées en fin d'année, il est normal qu'une partie de ces taxes reste impayée à l'échéance des factures. De plus, la taxe STEP tombait à échéance le 29 décembre et était précédemment comptabilisée au moment du paiement, sans tenue d'une comptabilité débiteurs de la taxe STEP. En raison de l'assujettissement de la Commune à la TVA, Monsieur Gagnebin a changé ce mode de faire pour une question de clarté. Enfin, on peut également constater que la masse d'impôts augmente.

Monsieur Yann Chappatte souhaite faire une remarque concernant les explications en fond de page liées à la taxe STEP, au remplacement du chauffage de la halle et aux frais de raccordement, Epuration des eaux STEP. Il doit manifestement y avoir une erreur dans la numérotation des comptes. Monsieur Chappatte désire qu'on lui confirme les comptes dans lesquels on retrouve ces dépassements.

Monsieur Claude Gagnebin signale que l'explication « remplacement du chauffage de la halle » devrait figurer sous le compte 5110.314.02.

Aucun membre ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin clôt la discussion.

Au vote, les dépassements du budget 2003 sont acceptés à une majorité évidente.

b) Les comptes sont passés en revue et donnent lieu aux commentaires suivants :

1) Administration générale, bâtiments administratifs

Compte 140.314.00, entretien des immeubles

Monsieur Yann Chappatte rappelle qu'il avait été décidé, il y a quelques années, d'effectuer différents travaux à la Fondation-Gentit. Ces travaux devaient être répartis au cours des exercices. Monsieur Chappatte constate qu'il n'y a pas eu de charges en 2003 et souhaite donc savoir si les travaux décidés (réfection des fenêtres et façades) sont terminés ou s'il a été décidé de les reporter en 2004.

Monsieur Claude Gagnebin signale que les travaux de rénovation des façades seront exécutés prochainement.

Madame Jacqueline Stauffer précise que les premiers travaux réalisés ont été les fenêtres et les volets. Pour les façades, la Commission financière n'avait pas autorisé la Commune à faire cette dépense conséquente. Elle a donc effectivement été reportée. L'année passée, il a été projeté de refaire les portes métalliques. Les travaux, qui ont déjà été adjugés, n'ont pas

pu être réalisés avant l'hiver, car l'entreprise était surchargée. Ils seront donc exécutés prochainement.

Compte 111.365.00, crédit libre du Conseil – frais divers

Monsieur Yann Chappatte souhaite connaître les postes les plus importants de ce compte.

Monsieur Claude Gagnebin n'ayant pas le détail des comptes à disposition, une suspension de séance de quelques minutes est accordée.

A la reprise de la séance, Monsieur Claude Gagnebin précise que les postes importants du compte susmentionné sont les suivants :

- participation de la Commune à l'achat d'un poulain décoré par l'école des Bois pour le 100^{ème} anniversaire du Marché-Concours pour Fr. 4'500.00
- Guenot Jean-Pierre, création d'une piste de pétanque pour Fr. 8'027.00
- réception des nouveaux habitants et inauguration de la Traversée du Village
- don de la part de la Commune de Fr. 200.00 pour chaque naissance

2) Travaux publics

Comptes 205.313.00 et 205.314.00, éclairage public

Monsieur Yann Chappatte souhaite connaître la raison des écarts significatifs par rapport au budget et aux comptes des années précédentes.

Concernant le compte 313, Monsieur Gagnebin explique qu'il comprend les travaux d'amélioration de l'éclairage public vers la Poste et aux Rosées-Dessous, ainsi que l'éclairage de la halle. Il s'agit de nouveaux éclairages installés.

5) Instruction, formation et culture

Compte 590.351.01, participation aux traitements du corps enseignant

Monsieur Yann Chappatte est surpris par la forte augmentation, qui n'est pas liée à l'indexation des salaires.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il s'agit de chiffres qui lui sont donnés et qu'il n'en connaît pas les détails.

6) Aide sociale et santé publique

Compte 651.461.00, subventions cantonales

Monsieur Yann Chappatte souhaite connaître les raisons de la forte baisse des subventions cantonales.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il y a eu un problème au niveau de la répartition des charges. Le Canton n'a pas admis un montant d'assistance qui avait été octroyé. Le Conseil communal a fait opposition à cette décision, est allé jusqu'au Tribunal qui n'a malheureusement pas accepté la demande du Conseil communal.

7) Economie publique

Compte 710.365.06, cotisations ADEF

Monsieur Jean-Pierre Bouille pensait que l'ADEF n'existait plus.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il s'agit d'une erreur, ce sont les cotisations AREF.

10) Services communaux

Compte 1300, service du feu

Monsieur Yann Chappatte est surpris de constater qu'il n'y a pas de produits dans la rubrique amendes, alors que plusieurs amendes ont été distribuées.

Monsieur Claude Gagnebin signale que les amendes lui ont été communiquées après le bouclage des comptes. Elles seront donc enregistrées cette année. Mais, suite au regroupement des SIS, Monsieur Gagnebin ne sait pas encore dans quel compte ces amendes devront être comptabilisées.

Monsieur Jean-Pierre Bouille pensait que le Service du Feu devait s'autofinancer. La différence vient-elle du fait de la réunification des SIS, était-elle prévisible ?

Effectivement, Monsieur Claude Gagnebin signale que le Service du Feu devrait s'autofinancer. Le Parlement a décidé de faire une loi cantonale pour le regroupement des SIS. En contrepartie, il a également baissé les taxes des pompes de 6% à 4%. Précédemment, nous encaissions Fr. 24'000.00, contre Fr. 18'000.00 actuellement. De plus, il y a eu passablement de frais de formation l'année passée. Toutes les Communes se trouvent actuellement dans la même situation. En ce qui concerne notre Commune, Monsieur Gagnebin a liquidé le fonds de réserve de Fr. 7'604.65. Pour le reste, nous avons deux possibilités, soit activer le déficit au bilan sous la rubrique découvert ou le prendre en charge par le compte d'administration. Monsieur Gagnebin n'a pas reçu d'instruction à ce sujet de la part du Canton, il l'a donc pris sur le compte d'administration.

Au niveau du budget, Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si cela sera maintenu.

Monsieur Claude Gagnebin signale qu'il s'agit d'une loi cantonale et qu'il ne sait donc pas si cela sera maintenu.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle également que la retraite des pompiers a été abaissée à 45 ans. Les taxes sont donc réduites en conséquence. De plus, la Commune a reçu un questionnaire, car toutes les Communes se trouvent dans le même cas. Le Parlement va donc peut-être remonter la taxe, l'A.I.J. va peut-être en financer une partie. Avec le regroupement des SIS, on pensait faire de grandes économies, ce qui s'est avéré faux.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si notre Commune taxe également les dames.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle qu'il s'agit d'une loi cantonale et que notre Commune taxe effectivement également les dames.

Concernant le questionnaire susmentionné, Monsieur Yann Chappatte souhaite savoir s'il s'agit d'une enquête menée par le Canton, par l'A.I.J. ou par Monsieur Marcel Cuenin qui est responsable pour trouver une solution pour le SIS Franches-Montagnes.

Monsieur Gabriel Bilat signale qu'il s'agit d'une enquête menée par Monsieur Marcel Cuenin, mandaté par l'A.I.J.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin donne la parole aux Conseillers généraux qui souhaiteraient revenir sur les différents comptes.

Compte 1400, STEP

Monsieur Yann Chappatte constate que ce compte comprend des écarts significatifs par rapport au budget et aux comptes précédents et souhaite donc en connaître les raisons.

Monsieur Claude Gagnebin explique que ces écarts sont dus notamment au fait que, au départ, il était prévu d'engager un employé à 35%, ce taux a été augmenté à 50%. De plus, les frais avaient été estimés sur un montant global. On a également connu quelques problèmes de réglages au niveau de la STEP, notamment en ce qui concerne la consommation d'électricité ; les moteurs sont trop gourmands. Tous ces problèmes doivent être résolus pour arriver à un taux d'épuration des eaux correct avec des frais raisonnables. D'autre part, les redevances annuelles n'ont pas rapporté le montant prévu, étant donné que différents immeubles n'ont pas pu être raccordés, car les collecteurs n'étaient pas terminés.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, les comptes présentés sont acceptés à une majorité évidente.

6. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 128'200.00 destiné à l'acquisition d'une parcelle de terrain Fl. 149, d'une superficie de 2891 m², propriété de M. Gerzner Patrice située en zone à bâtir, ainsi que son financement

b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de cette parcelle

Madame Jacqueline Stauffer, dans son rapport d'entrée en matière, rappelle que les Conseillers généraux ont reçu le dossier relatif à l'objet susmentionné qui contient les informations nécessaires. Le courant positif du moment avec un développement favorable à notre Commune fait que le Conseil communal mène, en ce moment, de nombreux projets de front. Les objectifs permettant d'être attractifs passent par la mise à disposition de terrains pour les zones artisanales, industrielles et pour l'habitat. Afin de donner au Conseil communal et à la Commission de promotion économique les moyens de proposer un éventail plus diversifié aux personnes intéressées à venir s'établir dans notre Commune, le Conseil communal recommande l'entrée en matière du point six de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion sur le débat d'entrée en matière. Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est acceptée tacitement.

a) En ce qui concerne la discussion de détail, Madame Jacqueline Stauffer ajoute que le Conseil communal a vu l'opportunité d'acheter ce terrain dans la perspective d'avoir du terrain viabilisé à environ Fr. 44.00 le m². Ce terrain peut être mis très rapidement à disposition d'un ou de différents preneurs. Une autre raison non négligeable réside également dans le fait de supprimer les zones « mortes » au centre du village. Habitées et valorisées, ces parcelles ne peuvent que participer à l'amélioration de l'image de notre village. D'autre part, certaines personnes souhaitent ne pas être directement dans des lotissements complètement définis. La possibilité d'acquérir une parcelle un peu plus grande peut être rendue plus facile avec de telles entités à disposition. Souvent également, nous avons pu l'observer, ces terrains restent très longtemps inoccupés du fait que les propriétaires souhaitent vendre la totalité des terrains. Une personne désireuse de s'établir dans cette zone afin d'y habiter, ne le peut pas car elle n'a pas besoin d'une surface qui correspond à trois ou quatre maisons. Le Conseil communal met beaucoup d'énergie afin de rendre possible un développement du village. La Commission de promotion économique est en relation avec des personnes susceptibles de venir s'établir dans cette zone. Leur donner la possibilité du choix reste primordial. L'acquisition de ces terrains s'inscrit dans cette démarche. En effet, dans quelques temps, la zone du Jourez sera pleine. Dans l'attente du nouveau plan spécial d'une zone à créer, ces terrains pourraient servir de tampon pour accueillir d'éventuels nouveaux habitants, villas, villas mitoyennes ou petits locatifs. Pour toutes ces raisons, le Conseil communal demande l'acceptation du point six de l'ordre du jour.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si ces terrains sont situés dans la zone d'habitation H2, H3 ou autre. Monsieur Bouille n'est pas certain que l'on puisse y construire de petits locatifs.

Monsieur Claude Gagnebin signale que, conformément au règlement de construction, on peut y construire un immeuble d'une hauteur de douze mètres vu qu'il s'agit d'une zone H3.

Personne ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 6 a) de l'ordre du jour est accepté par 19 voix contre 1.

b) Au vote, le point 6 b) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

- | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>7. a) Discuter et approuver un crédit de Fr. 352'500.00 destiné à l'acquisition de deux parcelles de terrain, Fl. 75 et 79 d'une superficie de 22'949 m², propriétés de M. Paul-Henri Bilat, situées en zone agricole, ainsi que son financement</p> <p>b) Donner au Conseil communal la compétence de ratifier l'acte d'acquisition de ces parcelles</p> |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

Pour le débat d'entrée en matière, Madame Jacqueline Stauffer rappelle que les Conseillers généraux ont également reçu le dossier relatif à l'objet susmentionné qui contient les informations nécessaires. Toutefois, comme annoncé par Monsieur le Président, la modification, qui consiste à enlever 1'500 m² de terrain qui resterait propriété de Monsieur Paul-Henri Bilat, revient à dire qu'il faut retrancher Fr. 22'500.00 du montant initial et qu'il s'agit, en effet, de Fr. 352'500.00 au total. Ces terrains proposés au prix de Fr. 15.00 le m² paraissent intéressants pour le Conseil communal, dans la mesure où ils permettent d'avoir des terrains en réserve dans le but d'une future zone d'habitation. Ils permettent à la Commune de voir un développement à long terme. Dans cette optique, le Conseil communal recommande l'entrée en matière du point sept de l'ordre du jour.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion sur le débat d'entrée en matière. Personne ne souhaitant s'exprimer, l'entrée en matière est acceptée tacitement.

Pour la discussion de détail, Madame Jacqueline Stauffer rappelle que l'achat de ce terrain reste lié au but recherché par le Conseil communal. Le plan directeur cantonal invite les Communes à avoir une conception directrice de leurs futures zones pour quinze ans. L'opportunité d'acquérir ces terrains à un prix correct ne peut que rendre le travail des autorités actuelles et futures plus facile. Ces terrains permettront de créer une nouvelle zone de construction ou de procéder à des échanges dans le but d'une extension de la zone à bâtir. Saisir les opportunités est un atout de développement. Attendre pourrait être un véritable frein à tous les efforts déjà déployés dans un but louable, un développement géré et voulu. Le Conseil communal demande aux Conseillers généraux d'accepter le point 7 a) et b) de l'ordre du jour.

Monsieur Jean-Pierre Bouille souhaite savoir si ces terrains ne sont pas grevés de servitudes, par exemple d'un droit de passage.

Madame Jacqueline Stauffer reconnaît que le Conseil communal ne s'est pas renseigné à ce sujet, car cette opportunité s'est présentée récemment. De plus, le prix étant intéressant, le Conseil communal n'est pas allé plus dans les détails pour l'instant. Il est clair que l'on devra tenir compte des servitudes éventuelles.

Madame Françoise Cuenin estime que le fait d'avoir une servitude inscrite au Registre Foncier peut nous mettre au devant de situations dangereuses.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, précise qu'il semble y avoir uniquement une ligne électrique. Toutefois, le notaire nous tiendra au courant lors de la signature de l'acte de vente. A la limite, nous pourrions, à ce moment-là, renoncer.

Aucun membre ne souhaitant encore s'exprimer, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le point 7 a) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

b) Au vote, le point 7 b) de l'ordre du jour est accepté à l'unanimité.

<p>8. Discuter et approuver le nouveau règlement de police locale</p>

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que la Commission chargée d'élaborer un règlement de police a rendu son travail. Chaque parti a pu prendre connaissance du projet pour demander des ajouts et corrections. Les membres de la Commission ont tenu compte des remarques formulées par les partis et le Conseil communal. Le règlement que le Conseil communal propose aujourd'hui a été approuvé par le Service des Communes. Le Conseil communal recommande donc l'acceptation du point huit de l'ordre du jour.

Monsieur Paul-Justin Boillat souligne que, la semaine passée, nous avons fêté, le 23 Juin, le 25^{ème} anniversaire du Canton. Il a été rappelé en long, en large et en travers quel était l'idéal des centaines de militants qui ont payé de leur vie pour acquérir et maintenir nos libertés. Aujourd'hui, quelques jours après, nous serions appelés à avaliser un règlement qui va exactement dans le sens contraire, qui veut tout réglementer, qui veut quasiment procéder à l'inquisition dans les gestes quotidiens les plus banaux de nos citoyens. Cela est regrettable. Monsieur Paul-Justin Boillat estime que ce n'était pas l'objectif qui avait été demandé. Nous voulions un règlement de police qui serve au Conseil communal et au bien-être des citoyens. En réalité, ce qui s'est passé, d'après ce que l'on peut voir, c'est qu'il a manqué une étape dans la construction de ce règlement. La Commission a certes fait son travail mais, après cela, il était nécessaire de remettre un tel règlement entre les mains de personnes dont c'est le métier, qui connaissent le droit et qui puissent formuler les choses de façon à ne pas étendre démesurément des prescriptions qui finissent par gêner les citoyens. Monsieur Paul-Justin Boillat n'en veut pas aux membres de la Commission, car ce ne sont pas des professionnels. Par contre, Monsieur Boillat trouve inacceptable et scandaleuse l'attitude du Service des Communes, où se trouvent des professionnels, dont c'est le métier de conseiller les Communes et de les aider. Le fait que le Service des Communes approuve ce règlement sans broncher, et qui ne l'a probablement même pas lu, est un scandale. Cela n'est toutefois pas surprenant, car c'est une pratique courante qu'on a déjà vu dans d'autres règlements. Monsieur Paul-Justin Boillat explique que cela a été discuté au sein du groupe PCSI qui était sur le point de proposer le refus d'entrée en matière. Il a été considéré que le travail qui a déjà été fait et le respect que nous devons aux personnes qui ont travaillé dans cette Commission imposaient l'acceptation de l'entrée en matière. Par contre, Monsieur Paul-Justin Boillat a une liste assez importante de modifications à demander pour que ce règlement soit acceptable et tente à nous servir plutôt qu'à nous desservir.

Monsieur Pierre Stauffer se permet d'intervenir concernant l'entrée en matière. Que veut dire le mot « police » ? Ce mot fait quelques fois frémir. Avant tout, pour qu'une population vive en harmonie, il y a des règles à respecter. C'est un ensemble de mesures ou de règles qui permet de garantir l'ordre public. La liberté s'acquiert par un respect d'autrui ou de son voisin. En effet, ce règlement permettra à l'exécutif communal de s'appuyer sur une base juridique d'informations pour résoudre des tensions et différends entre gens de notre Commune. Monsieur Stauffer ajoute qu'il s'est investi dans la Commission des règlements et qu'il souhaite remercier les autres membres de cette Commission que sont Mesdames Dominique Monvert Joliat, Françoise Cuenin, qui avait présenté un postulat pour que ce règlement de police soit établi, ainsi que Messieurs Gabriel Bilat et Christian Schärz, qui a beaucoup apporté au niveau de connaissances touchant le monde agricole. Monsieur Pierre Stauffer ne souhaite pas que l'on se focalise sur des détails d'ordre rédactionnel, mais qu'on accepte que cet outil entre en vigueur pour aider l'exécutif communal dans ses tâches. Cette rédaction ressort d'une adaptation de règlements de police que certaines Communes possèdent. Ce règlement manquait à notre Commune et avait été

demandé, sauf erreur, par le Service des Communes. Le langage utilisé dans certains articles peut paraître quelque peu d'une autre époque, mais ce verbe-là a toute sa signification et saura aider à contenir des velléités et débordements involontaires de notre population. Pour cela, Monsieur Pierre Stauffer recommande également l'acceptation du contenu de ce règlement et de l'entrée en matière.

Madame Françoise Cuenin rappelle qu'elle a participé à l'élaboration de ce règlement et que celui-ci a été remis à tous les partis, y compris le parti PCSI, avant d'être transmis au Conseil communal. Il a été tenu compte de toutes les remarques. Aujourd'hui, on nous dit que l'on va considérablement modifier ce règlement. Cela est incompréhensible.

Monsieur Jean-François Humair souhaite savoir qui sera chargé de faire appliquer ce règlement, de surveiller et de verbaliser. Si nous lisons ce règlement, certains articles font froid dans le dos.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que nous avons un Garde-police et la Police cantonale en renfort, en cas de besoin. Les représentants de la Police cantonale se sont présentés au Conseil communal et ont décrit leurs travaux. Ils sont à notre service. Monsieur Gabriel Bilat souligne que c'est le Conseil général lui-même qui a demandé l'établissement de ce règlement de police. Ce travail a été demandé, il a été fait. Il n'est pas admissible de le jeter aux orties. De plus, Monsieur le Maire estime que ce règlement n'a pas de lien avec le 25^{ème} anniversaire de la RCJU. Tous les Cantons et toutes les Communes possèdent un règlement de police. Ce règlement de police ne sort pas de nulle part, il est calqué sur les règlements de police des Communes de Saignelégier, Montfaucon, Les Breuleux. On ne peut pas faire cavalier seul. Hier, un citoyen s'est approché de Monsieur le Maire, car son pendage et ses fenêtres ont été cassés par des individus. Ce citoyen menaçait de faire sa loi lui-même. La personne qui fait des interventions contre ce règlement de police n'a certainement pas vécu de pareils problèmes. Nous devons avoir une base légale pour intervenir.

Au vote, 18 Conseillers généraux acceptent l'entrée en matière, sans avis contraire.

Pour la discussion de détail, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose de procéder chapitre par chapitre, les titre et préambule seront votés à la fin du règlement. Les chapitres suscitant des remarques sont les suivants :

CHAPITRE 2

Article 3, alinéa 3 :

Monsieur Paul-Justin Boillat souligne qu'il est fait référence à l'article 23 de l'ordonnance cantonale. C'est une erreur, il s'agit de l'article 11.

Monsieur Claude Gagnebin est quelque peu surpris, étant donné que c'est le Service des Communes qui a mentionné ce numéro d'article. Monsieur Gagnebin propose que l'on procède à un contrôle.

Monsieur Paul-Justin Boillat rappelle qu'il s'est exprimé tout à l'heure quant à la qualité du travail du Service des Communes. Il n'a pas changé d'avis et maintient qu'il s'agit de l'article 11.

Etant donné que cela n'engage pas de modification fondamentale de ce règlement, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose que le Secrétaire communal vérifie l'opportunité de cette modification de numéro d'article et que l'on passe sans autre au point suivant.

Article 6

Monsieur Paul-Justin Boillat souligne que l'on fait référence à l'« Office » cantonal de la Sécurité et de la Protection, alors qu'il s'agit du « Service » cantonal de la Sécurité et de la

Protection. De plus, on mentionne que ce Service est situé à Alle, alors qu'il ne l'est plus. Monsieur Paul-Justin Boillat propose donc de corriger la dénomination de ce Service et de ne plus mentionner la localité, étant donné qu'il est appelé à changer de lieu en fonction du moment.

Vu qu'il s'agit d'un problème rédactionnel et non pas lié au fond de l'article, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose que le Secrétaire vérifie l'appellation de ce Service et que l'on supprime le lieu où se trouve celui-ci.

CHAPITRE 3

Article 7, alinéa 2

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que le premier alinéa est clair. Par contre, cela devient trouble au deuxième alinéa. On parle d'un règlement d'organisation qui ne s'appelle plus ainsi. Cela est confus. On aurait pu simplement garder un alinéa et le modifier en y ajoutant une virgule en fin de phrase et en complétant avec « *plus spécialement des articles 31 et 46 de ce règlement.* ».

Au vote, la modification précitée est acceptée par 13 voix contre 1.

CHAPITRE 5

Article 11

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que l'article 11 est extrêmement restrictif en disant que, lors de travaux de construction, de transformation, d'aménagement intérieur ou extérieur, le propriétaire concerné est tenu d'en informer le Secrétariat communal. Monsieur Paul-Justin Boillat déclare qu'il y a là une nouveauté par rapport au droit cantonal, du fait qu'il faille demander une permission pour exécuter des aménagements intérieur ou extérieur. Cela signifie qu'on ne peut plus planter un arbuste dans son jardin sans permission. De l'avis de Monsieur Paul-Justin Boillat, ceci est totalement excessif. D'autre part, si quelqu'un veut faire un aménagement à l'intérieur de son bâtiment et non pas une transformation, il doit également demander la permission du Conseil communal. Si on prend les cas d'aménagements soumis à autorisation, ils sont listés dans le RSJU 701.51. Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite que l'on supprime « aménagement intérieur ou extérieur ». Par contre, nous avons oublié de mentionner que les démolitions sont sujettes à autorisation. Monsieur Paul-Justin Boillat désire que l'on ajoute le terme démolition. Monsieur Boillat propose donc que l'article 11 soit formulé de la façon suivante : « Lorsque des travaux de construction, de transformation ou de démolition sont envisagés... »

Madame Jacqueline Stauffer estime qu'il n'est pas possible de supprimer « d'aménagement intérieur ou extérieur ». Ces termes font référence à la loi sur les permis de construire. En effet, un aménagement intérieur doit être annoncé. Par exemple, l'installation d'une hotte dans une cuisine est soumise à autorisation de l'A.I.J. L'aménagement d'une salle de bain est également soumise à autorisation de la part de l'O.E.P.N. Nous avons investi des millions pour la construction d'une station d'épuration et pour l'extension de notre réseau d'eau, cela engendre tout de même que tout se fasse dans un ordre établi. Si l'on désire que chacun soit traité de la même façon, il faut bien que tout le monde dépose un permis pour une construction à l'intérieur de sa maison, même si cette transformation n'est pas conséquente. Les gens pensent que si des travaux se font à l'intérieur de la maison, cela n'est pas soumis à autorisation ; c'est faux.

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que les exemples donnés tombent sous le terme de transformation. Même s'il s'agit de petites transformations, ce ne sont pas des aménagements. Monsieur Boillat rappelle que, dans l'article 701.51, le terme

« aménagement » ne figure pas, il est uniquement mentionné les termes de construction, transformation et démolition.

Madame Jacqueline Stauffer souligne que, de toute façon, c'est le règlement de construction qui fait foi.

Monsieur Paul-Justin Boillat estime qu'il ne faut pas induire le citoyen en erreur.

Madame Jacqueline Stauffer rappelle que la personne n'est pas restreinte dans sa possibilité d'agir puisque, de toute façon, les aménagements faits seront soumis à un permis de construire.

Monsieur Francis Sauser souhaite savoir ce qu'est un aménagement intérieur et si le fait de changer la tapisserie en est un. Monsieur Sauser estime que le terme transformation serait plus approprié.

Monsieur Gabriel Bilat rappelle que l'article 11 se trouve dans le chapitre des constructions.

Madame Jacqueline Stauffer souligne que les aménagements extérieurs nécessitent des permis et on ne parle pas de transformations extérieures. On discute sur des mots. Les gens doivent savoir qu'il faut demander un permis avant d'exécuter des travaux.

Madame Luciana Werder estime que le terme aménagement correspond à un petit changement. Le fait de déposer un grand caillou dans son jardin serait-il soumis à autorisation ?

Madame Jacqueline Stauffer rappelle que le dépôt d'un permis de construire pour une maison familiale est accompagné d'un questionnaire relatif à l'aménagement extérieur.

Monsieur Pierre Stauffer estime que l'on se perd dans des détails et que le plus important est le respect du décret concernant le permis de construire. Ce n'est pas un règlement communal qui impose un permis de construire, mais bien les directives cantonales.

Monsieur Claude Gagnebin souhaite donner deux exemples relatifs à des aménagements intérieurs. Le fait de supprimer un mur porteur entre une cuisine et un salon est soumis à autorisation. Remplacer un plafond en ciment par un plafond en bois dans une cuisine est également soumis à une autorisation concernant la protection incendie. La limite entre le terme d'aménagement et celui de transformation est parfois très ténue. Il faut bien prendre en considération que les problèmes de construction sont très complexes et le moment où un permis de construire ou une autorisation particulière est nécessaire ou pas, est infime et doit être examiné au cas par cas. C'est pour cela que le fait de parler de transformation et d'aménagement paraît nécessaire. Il est bien clair que si l'on se réfère au décret sur la police des constructions, la liste exhaustive des travaux nécessitant un permis est bien mentionnée.

Madame Françoise Cuenin pense que, concernant le terme « démolition », il est vrai qu'il serait bien de le rajouter. Par contre, Madame Cuenin estime que les termes d'aménagements intérieurs et extérieurs devraient être maintenus. Ces termes s'appliquent, par exemple, à l'aménagement de places de parc goudronnées.

Monsieur Paul-Justin Boillat rappelle que le décret cantonal 701.51 comprend une liste précise. Par contre, il n'est pas mentionné dans le décret que c'est exclusif. Cela signifie que l'on peut en rajouter au niveau communal, ce que l'on fait actuellement en parlant d'aménagements intérieurs ou extérieurs.

Avant de poursuivre le débat, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle aux différents intervenants que l'article 36 du règlement prévoit que chaque Conseiller général ne peut s'exprimer qu'à deux reprises sur chaque sujet.

Monsieur le Maire estime que, lorsque l'on plante un arbre, il ne s'agit pas d'une construction, mais bien d'un aménagement.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que, lors de la construction d'un mur, certaines limites doivent être respectées. La plantation d'un arbre est également soumise à certaines restrictions par rapport aux distances. Monsieur Barthoulot estime donc qu'il faudrait garder le terme d'aménagement et, effectivement, le terme de démolition devrait être ajouté.

Les personnes souhaitant supprimer « aménagement intérieur ou extérieur » sont priées de le faire savoir. Au vote, la suppression des termes précités est rejetée par 9 voix contre 6.

En ce qui concerne la notion de « démolition », les Conseillers désirant ajouter ce terme à l'article 11 sont priées de le communiquer. Au vote, cette proposition est acceptée par 17 voix, sans avis contraire.

Article 12

Monsieur Paul-Justin Boillat constate qu'il est mentionné que, « lorsque des travaux de construction sont exécutés à proximité immédiate d'une voie publique, les entreprises sont tenues de prendre les mesures nécessaires... ». Or, bien souvent, les travaux ne sont pas exécutés par des entreprises, mais par des particuliers. Monsieur Boillat estime que cette disposition doit s'appliquer à tout le monde. Monsieur Paul-Justin Boillat propose donc de modifier l'article 12 de la manière suivante : « lorsque des travaux de construction sont entrepris à proximité immédiate d'une voie publique, les exécutants sont tenus de prendre les mesures nécessaires... ».

Monsieur Gabriel Bilat souhaite s'exprimer d'une manière générale. Ce règlement a été soumis à tous les partis. Or, il semblerait que les membres du PCSI ne l'aient pas lu, car la plupart des remarques de ce soir n'avaient pas été faites.

Au vote, la modification proposée par Monsieur Paul-Justin Boillat est acceptée par 15 voix, sans avis contraire.

CHAPITRE 6

Article 16, alinéa 2

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que l'énoncé est confus et les références légales erronées. Monsieur Boillat souligne qu'il faut faire la différence entre la protection contre le feu (éléments de construction pour empêcher l'incendie de survenir) et la protection incendie (mesures prises lorsque l'incendie est survenu). Monsieur Paul-Justin Boillat remarque qu'il est fait référence à RSJU 871.11 (décret concernant la police du feu). Nous aurions dû évoquer RSJU 871.111 (ordonnance concernant la police du feu). Monsieur Boillat ne souhaite pas changer le sens voulu, mais reformuler cet article différemment. Il propose de mentionner « le propriétaire et le locataire de bâtiments communaux s'assurent d'une protection suffisante contre le feu et les dangers d'incendie, conformément à la législation cantonale (RSJU 871.111).

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est acceptée par 12 voix, sans avis contraire.

CHAPITRE 7

Article 18, lettre b

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque qu'il est mentionné qu'il est interdit de s'écarter des voies publiques, en toute saison, avec un véhicule et de fouler la propriété tant publique que privée (V.T.T., motos, animaux, etc.). Monsieur Boillat estime que cet article est trop large. Si nous l'appliquions, un paysan n'aurait pas le droit d'aller sur ses champs ; il doit rester sur la voie publique. D'autre part, il existe des voies privées ouvertes à la circulation : nous n'aurions plus le droit d'y aller. De plus, il ne faut pas oublier le droit coutumier qui, depuis des siècles, permet aux gens de traverser les prés et pâturages, avec quelques restrictions reprises plus loin dans certains articles. Monsieur Boillat souhaite que l'on modifie le texte, afin d'éviter les abus et fait la proposition suivante : « sans raison

impérative, de circuler avec un véhicule ou des animaux en dehors des voies prévues à cet effet, sauf si l'on est propriétaire privé ou locataire du fonds, ou si l'on bénéficie d'une autorisation de ce propriétaire ou de ce locataire. ». Cela permettrait d'intervenir en cas d'abus, sans devoir verbaliser à tout va.

Au vote, la proposition précitée est acceptée par 6 voix contre 4.

Article 18, lettre d

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que nous voulons légiférer sur les gens qui veulent faire des patinoires. S'il est vrai que le fait d'aménager des patinoires sur des places publiques est un problème, nous ne devons pas exagérer et interdire partout l'établissement de patinoires, par exemple naturelles. Monsieur Boillat propose de mentionner « d'aménager des patinoires, de luger ou de patiner à d'autres endroits publics que ceux désignés... ».

Monsieur Pierre Stauffer estime que l'on se répète. En effet, au début de l'article 18, il est mentionné « usage de la voie publique ». Il est bien clair que l'on ne va pas interdire les patinoires naturelles sur les prés des propriétaires agricoles. Monsieur Stauffer pense qu'il est donc inutile de procéder à la modification précitée.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle également que la totalité de l'article 18 se rapporte à l'usage de la voie publique. Il n'est donc pas nécessaire de le répéter dans chaque article.

Monsieur Paul-Justin Boillat maintient sa proposition.

Au vote, la proposition de Monsieur Paul-Justin Boillat est rejetée par 12 voix, contre 1.

Article 18, lettre g

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que cet article stipule que le Garde-police est habilité à appliquer la L.C.R. Ce libellé est plutôt général. Monsieur Boillat espère bien que le Garde-police applique la L.C.R. lorsqu'il est au volant de sa voiture. Monsieur Boillat comprend qu'on a voulu essayer, dans cet article, de lui donner la possibilité d'intervenir. Malheureusement, le droit cantonal est assez compliqué en la matière et il faudrait d'autres modifications légales au niveau communal, pour que l'on puisse appliquer cette lettre g. Cela supposerait une modification du règlement communal, l'établissement d'un cahier des charges pour le policier communal et que ce dernier suive une formation minimale auprès de la police. De plus, le Garde-police ne serait pas habilité à intervenir dans les affaires de droit fédéral. La lettre g de l'article 18 est un leurre et Monsieur Boillat propose la suppression de cette lettre g. Si le Conseil communal voit tout de même l'opportunité de créer une police communale, il faut qu'il étudie le projet.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, signale que le Garde-police est habilité à aider la police cantonale, en cas de besoin.

Monsieur Pierre Stauffer estime que cet article signifie que le Garde-police doit faire respecter la signalisation communale au niveau des interdictions. On demande au Garde-police de verbaliser lors de parkings illicites. Cela est également mentionné dans le cahier des charges du Garde-police.

Monsieur Jean-François Humair estime que cet article est mal formulé et ne veut rien dire. En effet, il aurait fallu mentionner « le Garde-police est habilité à faire appliquer la L.C.R. ».

Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite préciser que l'article qui pourrait donner le pouvoir au Garde-police est l'article 56 du règlement de Commune. Or, il n'en est pas question, puisqu'il est stipulé « en matière de police locale » et non pas fédérale.

Les personnes souhaitant supprimer la lettre g de l'article 18 sont priées de le faire par un levé de main. Cette proposition est rejetée par 13 voix, contre 1.

Par contre, la proposition de Monsieur Jean-François Humair est acceptée.

Article 20

Monsieur Paul-Justin Boillat rappelle que cet article parle d'ouverture des routes. Monsieur Boillat estime que l'ouverture des routes peut avoir deux sens, soit déblayer la neige et autoriser la circulation sur une route. Monsieur Boillat souligne que, dans cet article, nous voulions parler de creusage. Monsieur Boillat propose donc de mentionner « les creusages dans les routes et chemins communaux ne peuvent être effectués qu'avec l'assentiment du CC, notamment concernant la pose ou la réparation de conduites. ». En effet, il y a aussi d'autres creusages que ceux exécutés pour des conduites.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle qu'il est mentionné, en marge de l'article 20, qu'il s'agit de fouilles dans les routes et chemins. Monsieur Bilat estime qu'il n'est donc pas nécessaire de procéder à la modification précitée.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que, concernant cet article, tous les travaux effectués sur une route cantonale ou communale nécessitent des autorisations.

Au vote, la proposition de Monsieur Paul-Justin Boillat est refusée par 9 voix, contre 4.

Article 21, alinéa 1

Monsieur Paul-Justin Boillat souligne que cet article est trop restrictif et ne tient pas compte de multiples situations. Il ne permet aucun arrangement entre parties. Monsieur Paul-Justin Boillat propose donc la modification suivante : « les eaux de surfaces ne doivent pas être canalisées volontairement vers des voies publiques ou des propriétés de tiers sans qu'une entente préalable n'intervienne. ».

Au vote, la proposition précitée est acceptée par 9 voix, contre 3.

Article 23

Monsieur Paul-Justin Boillat propose d'ajouter le paragraphe suivant à cet article : « l'affichage de publicités et de messages portant atteinte à la morale ou incitant à consommer des drogues, de l'alcool ou du tabac ne doit pas être visible de la voie publique et est interdit dans les établissements publics fréquentés par des mineurs. ». En effet, Monsieur Boillat estime que l'alcool et le tabac font d'énormes dégâts parmi notre population. La Confédération le reconnaît, des projets sont en route, mais à la vitesse où cela se passe, la législation fédérale arrivera d'ici dix ans. Dans l'intervalle, nous ne pourrions pas intervenir. C'est pourquoi, Monsieur Boillat propose de limiter l'affichage publicitaire dans ce sens.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, pense qu'il n'y a pas lieu d'ajouter cet alinéa. En effet, si des affiches publicitaires pour une boisson alcoolisée sont posées dans toutes les Communes de Suisse, nous devrions l'enlever chez nous.

Madame Nancy Braendle rappelle également le problème des enseignes des restaurants qui comprennent toutes une publicité relative à une marque de bière. On devrait demander leur suppression et on entre dans le domaine privé.

Madame Isabelle Caroli souligne également que le fait de parler de « portant atteinte à la morale » est quelque chose de très large et difficilement définissable.

Monsieur Paul-Justin Boillat rappelle que les autorisations concernant les affiches publiques découlent du Conseil communal et sont relatives à des contrats. Lors du renouvellement de ces contrats, il est possible de stipuler que nous ne voulons pas de publicité pour l'alcool et le tabac. En ce qui concerne les enseignes, Monsieur Boillat estime qu'il ne s'agit pas d'affaires privées. Elles sont également soumises à autorisation et, avec le temps, il est possible de faire changer ces choses. Monsieur Boillat pense que les problèmes de santé dus à l'alcool et au tabac sont tellement importants qu'on ne peut pas se permettre de renoncer.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, demande si nous avons le droit de nous opposer au droit fédéral.

Monsieur Claude Gagnebin précise que la Commune n'a pas le droit d'intervenir si un propriétaire d'immeuble appose des affiches sur un panneau publicitaire de format R3. La Commune donne son préavis relatif au panneau publicitaire lui-même, mais pas en ce qui concerne son contenu.

Monsieur Jean-Pierre Bouille propose le maintien de l'article 23 tel quel. Nous sommes tous sensibles aux problèmes d'alcool et de tabagisme, mais nous ne pouvons pas obliger tout le monde à adhérer à cet avis.

Au vote, l'article est maintenu tel quel, sans modification, par 13 voix, contre 2.

CHAPITRE 8

Article 24, alinéa 1

Monsieur Paul-Justin Boillat précise que cet article stipule qu'il est interdit de marauder dans les propriétés privées. Cela revient à dire qu'il est permis de marauder ailleurs. Cela supprimerait également les droits ancestraux qui permettent de cueillir des plantes et petits fruits, lorsqu'ils ne sont pas cultivés. En ce qui concerne les finages, le paragraphe 2 interdit de les traverser entre le 15 avril et le 15 octobre. Cette protection est suffisante. Monsieur Boillat propose donc la modification suivante : « La maraude de plantes et fruits cultivés est interdite. Il en va de même pour les plantes légalement protégées. ».

Madame Nancy Braendle précise que le terme de maraudage ne s'applique qu'aux cas de cultures et pas aux fruits qui poussent naturellement dans la nature.

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que ce n'est pas le cas et qu'il faut être plus précis.

Madame Françoise Cuenin précise que le terme marauder signifie voler et que cet article devrait être maintenu tel quel.

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est rejetée par 14 voix, contre 1.

Article 25, alinéa 1

Monsieur Paul-Justin Boillat souhaite qu'on remplace « protégés », par « sauvegardés ». La protection, ce sont des mesures concrètes que l'on installe. La sauvegarde signifie qu'on doit en prendre soin.

Au vote, la proposition susmentionnée est acceptée par 8 voix, contre 6.

Article 27, alinéa 5

Monsieur Yann Chappatte est opposé au fait que l'on dise « dans la mesure du possible », cela laisse une liberté totale. Monsieur Chappatte propose donc que l'on supprime ces termes. Ainsi, on évitera que les animaux souillent les routes et places publiques.

Madame Isabelle Caroli pense qu'il serait préférable de laisser cet article tel quel. En effet, lorsqu'un cavalier se promène, s'il doit ramasser les excréments de son cheval à chaque fois, cela devient excessif.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que nous devons savoir ce que nous voulons. D'un côté, nous essayons de promouvoir le tourisme et, d'un autre côté, nous n'accueillons pas les cavaliers de manière correcte. En effet, nous encaissons des taxes « cavaliers » et devrions verbaliser lorsque les cavaliers ne ramassent pas les excréments de leurs chevaux.

Au vote, la proposition de Monsieur Chappatte est refusée par 11 voix, contre 2.

Article 28, alinéa 1

Monsieur Yann Chappatte propose que l'on supprime « en principe », étant donné que l'alinéa 2 autorise spécialement le cas de figure inverse dans des cas précis.

Au vote, la suppression précitée est acceptée par 12 voix, sans avis contraire.

Article 30, alinéa 2

Monsieur Paul-Justin Boillat estime ce paragraphe abusif. Chacun doit rester libre de lutter ponctuellement contre les ravageurs. Seule la lutte de grande envergure doit être réglementée. Monsieur Boillat propose donc la modification suivante : « la lutte contre les animaux nuisibles aux champs nécessite une décision du CC si elle est de grande ampleur ou si elle fait appel à des moyens d'extermination systématique. La législation sur la chasse demeure réservée. ».

Au vote, la proposition susmentionnée est acceptée par 11 voix, sans avis contraire.

Article 31, alinéa 2

Monsieur Paul-Justin Boillat propose de supprimer « avant de fortes précipitations ». En effet, même si la météo a fait d'énormes progrès, il n'est pas toujours aisé de prévoir les précipitations.

Au vote, la proposition précitée est acceptée par 12 voix, sans avis contraire.

Article 32, alinéa 6

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que l'on se réfère au memento Cridor concernant l'élimination des autres déchets. Tout d'abord, le memento Cridor n'a pas une pérennité assurée et ensuite, il faut laisser la possibilité au Conseil communal de prendre des décisions ponctuelles et de pouvoir déroger à ce memento. Monsieur Boillat propose donc la modification suivante : « concernant l'élimination des autres déchets, on se conformera aux instructions du Conseil communal et à celles de l'institution chargée de l'élimination des déchets ménagers. ».

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, précise que nous sommes concertés par Cridor lors de l'élaboration de ce memento. Nous pouvons rajouter ou modifier certains articles, expressément pour notre Commune.

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est rejetée par 11 voix, contre 2.

Article 32, alinéa 7

Monsieur Paul-Justin Boillat précise que cet article stipule que les conteneurs sont aussi réservés aux usagers. Le terme « usagers » est trop vaste. Monsieur Boillat propose que l'on dise « aux personnes qui habitent ou qui séjournent dans la Commune... ».

Madame Nancy Braendle estime que le terme « usagers » est mieux approprié. En effet, les cantonniers qui font des travaux et déposent des ordures dans notre Commune n'y séjournent pas.

Monsieur Jean-Pierre Bouille estime que la proposition de Monsieur Boillat peut être acceptée en faisant une exception pour les cantonniers.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que certaines personnes habitent sur la Commune de La Ferrière, mais paient une taxe des ordures chez nous.

Monsieur Paul-Justin Boillat prend acte des objections faites et modifie sa proposition de la façon suivante : « aux personnes qui habitent ou qui séjournent dans la Commune. Le Conseil communal peut autoriser des exceptions. ».

Monsieur Claude Gagnebin signale que la personne qui traverse le village en tant que touriste n'habite pas, ne séjourne pas dans notre Commune. Doit-il reprendre ses déchets avec lui ou peut-il profiter des poubelles ?

Monsieur Paul-Justin Boillat estime qu'avec cette disposition on voulait empêcher que des gens d'ailleurs déposent leurs ordures chez nous. Pour les touristes, nous pourrions trouver d'autres solutions.

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est acceptée par 10 voix, contre 3.

CHAPITRE 9

Article 35, alinéa 1, lettre b

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que cet article permet aux tireurs sportifs d'effectuer des tirs à n'importe quel endroit et à toute heure du jour et de la nuit. Monsieur Boillat propose de modifier cet article en disant « les tirs avec des armes à feu, sauf ceux des chasseurs. Les tirs en stand sont admis les jours ouvrables, de 7h00 à 19h00. ».

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est acceptée par 8 voix, sans avis contraire.

Article 35, alinéa 2, lettre b

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que cet article est trop restrictif et incomplet. D'après cet article, il serait permis de tronçonner dans son jardin entre 22 heures et 7 heures. D'autre part, nous devons autoriser les bruits qui ne gênent pas le voisinage. En effet, par exemple pour les fermes éloignées et isolées, on ne peut pas appliquer une législation trop restrictive qui n'atteint pas son but. Monsieur Boillat propose la modification suivante : « à l'intérieur comme à l'extérieur, les travaux bruyants susceptibles d'incommoder le voisinage. ».

Au vote, la modification précitée est rejetée par 8 voix, contre 4.

Article 36

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que, selon cet article, il est interdit d'utiliser des tronçonneuses (ou autres engins à moteur) à titre professionnel. Il est très difficile de qualifier ce qui est professionnel de ce qui est privé. D'autre part, pour les maisons isolées, ces travaux ne gêneraient personne. De plus, tous les engins à moteur sont interdits entre 12 et 13 heures. Cela signifie qu'on ne pourrait plus circuler en voiture entre midi et 13 heures. Monsieur Boillat propose la modification suivante : « en complément à l'article 35, l'utilisation de tondeuses à gazon, de tronçonneuses ou de tout engin à moteur bruyant est interdite dans les villages et hameaux, les jours ouvrables, de 20h00 à 7h00 et de 12h00 à 13h00. Cette disposition ne concerne pas les véhicules. ».

Monsieur Francis Sauser remarque que le fraissage de la neige le dimanche matin est interdit.

Monsieur Denis Chappatte estime que si nous considérons la fraiseuse comme un véhicule, la tondeuse-tracteur l'est également.

Au vote, la modification susmentionnée est acceptée par 8 voix, contre 5.

Article 38

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque qu'il est fait mention au règlement type concernant la garde et la taxe des chiens. Or, cet article doit être modifié, étant donné que nous possédons actuellement un règlement communal. Monsieur Boillat propose donc de remplacer le terme « règlement type » par « règlement communal concernant la garde et la taxe des chiens. ».

Au vote, la proposition précitée est acceptée à l'unanimité.

Article 39

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que cet article est ambigu. En effet, cet article stipule qu'il est interdit de laisser pénétrer de la volaille domestique sur les fonds privés et publics. Si une personne possède des fonds privés, il a le droit d'y mettre sa volaille. Monsieur Boillat propose donc de remplacer « fonds privés et publics » par « fonds de tiers. ».

Au vote, la proposition de Monsieur Boillat est acceptée par 9 voix, sans avis contraire.

Article 40

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que l'alinéa 1 précise que le bétail doit être maintenu dans des pâturages clôturés. Nous devons également tenir compte du fait que le bétail est également maintenu dans des prés clôturés. De plus, comme dans l'article précédent, on parle de propriété privée et publique, au lieu de propriété de tiers. Monsieur

Boillat propose donc la modification suivante : « le bétail est maintenu sur des prés et pâturages clôturés de façon à ce qu'il ne puisse pas faire de dégâts à la propriété de tiers. ».

Au vote, la proposition précitée est acceptée par 9 voix, sans avis contraire.

Monsieur Paul-Justin Boillat propose également de rajouter un alinéa 3 à l'article 40. En effet, dans notre Commune, comme dans la plupart des Communes franc-montagnardes, Monsieur Boillat rappelle qu'il est, en principe, interdit de clôturer les prés et pâturages, sauf exception. Aujourd'hui, certains agriculteurs maintiennent les clôtures toute l'année et partout, à dessein d'entraver la circulation des piétons et d'ennuyer leurs voisins. Cette dérive est détestable. Monsieur Boillat estime donc qu'on devrait rappeler cette disposition dans cet article et propose le libellé suivant : « en dehors des périodes de pâture, les clôtures des prés doivent être enlevées. Ceci ne concerne pas les pâturages, mais on doit pouvoir y accéder en tous temps à pieds. De manière générale, il n'est pas permis de maintenir des clôtures à dessein de gêner la circulation. ».

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, estime qu'un agriculteur peut laisser un fil électrique sans courant durant l'hiver autour de son pré ou de son pâturage.

Madame Isabelle Caroli estime que l'on atteint à la liberté de propriété.

Monsieur Jean-Pierre Bouille rappelle que chacun a le droit de circuler où il veut, dans les prés, pâturages ou forêts durant l'hiver.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, souligne le fait que les pâturages sont souvent clôturés avec trois fils électriques et qu'il n'est plus possible de passer. Cela est donc illégal.

Madame Sabine Cattin estime qu'il est déplacé de demander au Conseil communal d'aller amender des personnes qui auraient installé un fil électrique trop près de la route, par exemple.

Monsieur Johnny Scheidegger estime que, même si un propriétaire a mis une clôture autour de sa parcelle, la personne ayant envie de passer pourra baisser le fil et enjamber la barrière. Celui qui souhaite vraiment aller dans un champ avec une voiture pourra toujours demander l'autorisation au propriétaire.

Monsieur Francis Sauser relève le cas de la Fondation du Cheval à la Maison-Rouge où d'énormes barrières permanentes ont été installées.

Madame Rose-Marie Jobin souligne qu'actuellement la majorité des agriculteurs doivent sortir leur bétail toute l'année, même l'hiver. S'il y a peu de neige, ils sont obligés d'installer une barrière électrique.

Au vote, l'ajout de l'alinéa 3 est rejeté par 16 voix, contre 1.

CHAPITRE 10

Article 41, alinéa 3

Monsieur Paul-Justin Boillat remarque que la référence à la loi est erronée. De plus, nous devons également faire référence aux ordonnances qui l'accompagnent. Monsieur Boillat propose donc la modification suivante : « les dispositions de la loi fédérale sur le travail et de ses ordonnances 1 et 2 sont expressément réservées (RS 822.11, RS 822.111, RS 822.112). ».

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin charge Monsieur Claude Gagnebin d'effectuer les contrôles nécessaires concernant les modifications précitées.

PREAMBULE

Monsieur Paul-Justin Boillat estime que le second paragraphe est contraire au droit en vigueur. On dit que les situations n'entrant pas dans le cadre de ce règlement sont traitées sur la base du Recueil systématique du droit jurassien (R.S.J.U.) et Recueil systématique (R.S.), alors que c'est l'inverse. Nous devons d'abord traiter sur la base des lois cantonales et fédérales et, là où l'espace nous est laissé par ces lois, nous pouvons appliquer notre

règlement. Comme cela n'ajoute rien au règlement, Monsieur Boillat propose de supprimer ce paragraphe.

Au vote, la suppression précitée est acceptée par 5 voix, contre 2.

Madame Françoise Cuenin remarque que nous avons passé une heure quarante-cinq pour ce règlement, alors que la Commission aurait bien apprécié d'avoir les remarques de Monsieur Paul-Justin Boillat lors de l'élaboration du règlement.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion concernant le règlement de police.

Au vote, les Conseillers généraux approuvent à l'unanimité le nouveau règlement de police locale, tel qu'il a été modifié ce soir.

Monsieur Jean-Pierre Bouille propose de reprendre les points restants de l'ordre du jour lors de la séance de lundi prochain.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, estime que cette décision ne peut être prise qu'à minuit, lors du changement de date. Les Conseillers généraux ont été convoqués pour le 28 juin avec un ordre du jour comportant onze points.

Monsieur Marcel Barthoulot rappelle que l'article 20, alinéa 2, du règlement du Conseil général stipule que le lieu, le jour et l'heure des séances, ainsi que les objets à traiter doivent être publiés. Monsieur Barthoulot estime que nous devons donc poursuivre.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, propose de poursuivre, étant donné qu'il ne reste que peu de points, afin de respecter l'ordre du jour.

9. Discuter et approuver le nouveau règlement communal relatif à la taxe communale sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes qui pratiquent le camping résidentiel

Madame Isabelle Caroli, dans son rapport d'entrée en matière, rappelle que les différentes questions concernant ce règlement ont déjà été vues et traitées. Les remarques des partis n'ont pas pu être prises en compte, car elles ne rentraient pas dans le cadre des dispositions légales. Ainsi, Madame Caroli propose de ne pas revoir ce règlement point par point, mais de passer directement au vote.

Aucun membre ne souhaitant s'exprimer sur le débat d'entrée en matière, celui-ci est accepté tacitement.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, estime que la proposition de passer le règlement sans parcourir les différents points est difficilement réalisable. L'article suscitant des réactions est le suivant :

Page 2, article 10

Monsieur Paul-Justin Boillat signale que les membres du groupe PCSI se sont rendus compte, en parcourant ce règlement, qu'on parlait beaucoup de « la taxe ». Même s'il est évident qu'il s'agit de la taxe dont fait l'objet ce règlement, cela peut prêter à confusion par rapport à d'autres taxes, par exemple la taxe des ordures. Il paraît donc opportun d'ajouter un quatrième alinéa à l'article 10 pour apporter des précisions. Monsieur Boillat propose donc d'ajouter : « la taxe prélevée en vertu du présent règlement n'inclut pas les taxes et émoluments dus pour l'enlèvement et l'élimination des ordures ménagères et autres déchets. ».

Madame Isabelle Caroli estime que cela n'est pas nécessaire, étant donné que l'on parle déjà de la taxe communale sur le séjour des propriétaires de résidences secondaires et des personnes qui pratiquent le camping résidentiel.

Au vote, l'ajout d'un alinéa 4 à l'article 10 est refusé par 12 voix, contre 5.

Aucun membre ne souhaitant s'exprimer sur un autre article, sur les titre et préambule, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, clôt la discussion.

Au vote, le règlement susmentionné est accepté à l'unanimité.

10. a) Discuter et préavisier les modifications apportées au règlement d'organisation
b) Discuter et préavisier les modifications du règlement du Conseil général
c) Discuter et préavisier les modifications du règlement sur les élections communales
d) Elaborer de manière définitive le message du Conseil général destiné aux ayants droit au vote

Pour le débat d'entrée en matière, Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, rappelle que, depuis le 1^{er} janvier 2001, différentes modifications légales cantonales et décisions prises par le Conseil général nous obligent à procéder à une révision des trois règlements précités. Du fait que l'approbation de ces modifications passe également par le verdict du peuple, le Conseil communal a regroupé ces différentes corrections pour les proposer lors d'une seule votation.

Personne ne souhaitant s'exprimer sur le débat d'entrée en matière, celui-ci est accepté tacitement.

Monsieur le Maire n'a rien à ajouter.

10. a)

Monsieur Yann Chappatte fait une remarque générale relative à un problème qui avait déjà été soulevé par le passé concernant les compétences du Conseil général et du Conseil communal. Monsieur Chappatte s'aperçoit avec plaisir qu'on revient sur ce problème. Toutefois, Monsieur Chappatte constate que certains éléments restent flous et propose donc une modification. Cela ne touche pas uniquement l'article 31, alinéa 14 bis, mais les articles 31 alinéa 14, 31 alinéa 14 bis, 32, 27 alinéas 12 et 15. Monsieur Chappatte signale que sa demande résulte du fait qu'il y a un problème dans la limitation à Fr. 5'000.00 pour la compétence du Conseil communal, s'il y a un problème de périodicité. D'autre part, parfois, certaines décisions doivent être prises dans l'urgence et cela peut engendrer des problèmes de compétence, comme par exemple pour le chauffage de la halle. Monsieur Chappatte souhaite donc apporter des distinctions claires.

Monsieur le Maire, Gabriel Bilat, souligne que, dans le rapport destiné aux membres du Conseil général, il est spécifié que l'on doit discuter des articles 31 à 60. Monsieur Bilat estime donc qu'il n'est pas possible de se prononcer sur les autres articles. Si les membres du Conseil général souhaitent revoir totalement le règlement, il faut nommer une Commission chargée de le faire.

Monsieur Yann Chappatte ne désire pas revoir tout le règlement, mais les articles qui sont liés entre eux. Sinon, nous arriverons à une situation pareille à la précédente où il y a une incohérence entre les compétences du Conseil communal et celles du Conseil général.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle que le point 10 a) de l'ordre du jour de la séance de ce soir prévoit que l'on discute et préavise les propositions faites par le Conseil communal et non pas que l'on remanie tous les chapitres. Le Conseil général doit préavisier favorablement ou défavorablement et le peuple jugera.

Madame Sabine Cattin estime que, si une modification affecte un autre article, nous sommes obligés d'en tenir compte.

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, pense qu'à ce moment-là, nous devons retirer complètement ce règlement de la votation populaire. Toutefois, il demande à Monsieur Chappatte de présenter les modifications qu'il souhaite apporter.

Monsieur Yann Chappatte souhaite que l'on modifie l'article 31, alinéa 14 en définissant ce qu'est une dépense périodique. En effet, périodique peut signifier chaque heure, quotidien, hebdomadaire, mensuel ou annuel. Monsieur Chappatte désire donc qu'on précise qu'il s'agit d'une dépense annuelle.

Monsieur Claude Gagnebin estime qu'il est logique que périodique signifie annuel, étant donné que la comptabilité communale se fait par période d'une année.

Toujours pour l'article 31, alinéa 14, qui indiquait « pour les dépenses uniques jusqu'à Fr. 20'000.00 », Monsieur Yann Chappatte souhaite que l'on précise « un cumul des dépenses uniques limité à Fr. 50'000.00 par année », ceci pour être en cohérence avec les Fr. 50'000.00 du Conseil général.

Monsieur Claude Gagnebin souligne qu'il faut alors changer le règlement communal en ce qui concerne l'article 27, car il est bien précisé à l'alinéa 15 que le Conseil général est compétent pour les dépenses non prévues au budget annuel lorsqu'il s'agit d'un montant qui dépassera probablement Fr. 50'000.00. Qu'en est-il des montants représentant Fr. 49'999.00 ? En effet, si nous devons changer le chauffage de la halle pour un montant de Fr. 45'000.00, le Conseil communal n'est pas compétent, étant donné qu'il ne s'agit pas d'une « dépense unique jusqu'à Fr. 20'000.00 ».

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, rappelle que les Conseillers généraux doivent uniquement préavisier les modifications apportées au règlement d'organisation.

Au vote, le point 10 a) de l'ordre du jour est préavisé favorablement par 12 voix, contre 3.

10. b)

Personne ne souhaite s'exprimer concernant cet objet.

Au vote, le point 10 b) de l'ordre du jour est préavisé favorablement par 13 voix, contre 1.

10 c)

Monsieur Paul-Justin Boillat estime qu'il y a un problème à l'article 32, alinéa 7. Cet article dit qu'un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste. Il s'agit d'un libellé standard utilisé pour des Communes ne possédant pas de Conseil général. Monsieur Boillat aurait désiré qu'on modifie en commençant la phrase par « pour une même autorité, un électeur ne peut apposer sa signature sur plus d'une liste. ». Etant donné qu'on ne peut pas faire de proposition, Monsieur Boillat demande au Conseil communal de réfléchir à la question et soumettre, la semaine prochaine, une nouvelle proposition.

Madame Françoise Cuenin rappelle que cela n'est pas possible, étant donné que cet objet ne fait pas partie de l'ordre du jour.

Madame Sabine Cattin a l'impression qu'on n'est pas clair. On a voulu changer des choses dans l'espoir de rendre le règlement plus lisible et, même si l'on remarque que certains points ne sont pas clairs, on continue sans se soucier des conséquences. Madame Cattin aurait préféré qu'on dise que cela mérite encore travail et qu'on revienne sur ces règlements plus tard.

Monsieur Claude Gagnebin rappelle qu'il s'agit d'un règlement sur les élections communales, ceci au pluriel. Cela signifie que chaque élection est prise séparément. Il est donc logique qu'un électeur puisse apposer sa signature sur une liste du Conseil communal et sur une liste du Conseil général.

Au vote, le point c) de l'ordre du jour est préavisé favorablement par 11 voix, contre 3.

10 d)

Lors des prochaines votations, les électeurs recevront donc les questions relatives aux élections, le message du Conseil communal et son préavis, le message du Conseil général et son préavis qui stipule que, dans sa séance du 28 juin 2004, les trois modifications ont été préavisées favorablement par 12 voix, contre 3, pour le règlement d'organisation, par 13 voix, contre 1, pour le règlement du Conseil général et par 11 voix, contre 3, pour le règlement sur les élections communales. Ce chapitre étant soumis au peuple, il est clair que, selon l'article 10 du règlement d'organisation, nous devons organiser une séance d'information. Cette séance aura lieu le mercredi 18 août 2004. Le corps électoral sera convoqué le 29 août 2004. Cette date ne coïncide pas avec une votation populaire, mais nous sommes pressés par le temps concernant le règlement sur les élections communales, celles-ci ayant lieu en fin d'année.

Aucune remarque n'étant faite, le message susmentionné est accepté tacitement.

11. Nomination d'un membre à la commission de promotion économique en remplacement de M. Pierre-André Lehmann, démissionnaire

Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin, ouvre la discussion.

Monsieur Pierre Stauffer propose la candidature de M. Jacky Epitiaux. Monsieur Epitiaux est bien connu dans notre région en tant que directeur des Montres Rodolphe et Président du Football-Club du Locle. Il fait partie de la Commission financière qu'il souhaite quitter à la fin de l'année. Monsieur Epitiaux est donc très connu dans les milieux industriels et sportifs. Il est également polyglotte et a le profil pour être membre de la Commission de promotion économique, qui doit trouver des pistes pour son développement économique. Monsieur Stauffer recommande donc l'acceptation de la proposition relative à la nomination de Monsieur Epitiaux.

Aucune autre candidature n'est proposée.

Au vote, Monsieur Jacky Epitiaux est nommé membre de la Commission de promotion économique à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Président, Jean-Maurice Jobin remercie les personnes présentes pour leur patience et lève la séance à 23.10 heures.

Au nom du Conseil général

Les Bois

Le Président: La Secrétaire :